

CH_VB 20015743 vom 7. Oktober 1987

Bundesverwaltung, 1987-10-07, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20015743__td_

FR: CH_VB 20015743 du 7 octobre 1987

IT: CH_VB 20015743 del 7 ottobre 1987

Erwägungen

E. 7

octobre 1987 Hochschulen weiterleiten, wie sie besonders von Herrn Ruffy, aber auch von den anderen Rednern, ausgedrückt worden ist. M. Giudici, rapporteur: M. Cavadini, avec la compétence qui est la sienne, a souligné la nécessité, pour la Confédération, d'augmenter ses taux de subventionnement de base à la gestion des universités, après des années de réduction de ce pourcentage. Il a aussi insisté afin qu'un nouveau rapport de confiance s'établisse entre les cantons universitaires et la Confédération. La commission partage tout à fait cet avis qui est aussi celui du Conseil fédéral. Un changement significatif de tendances est d'ailleurs évident dans le message que nous examinons aujourd'hui. Mme Segmüller a abordé une question qui inquiète. La retraite massive d'un grand nombre de professeurs, durant les prochaines années, donc la nécessité d'assurer la relève, représente un problème réel. La commission considère qu'une flexibilité accrue dans le passage entre université et industrie, et vice versa, peut contribuer à faciliter cette relève. Cette flexibilité est aujourd'hui insuffisante, mais cela a trait également aux conditions juridiques des professeurs qui jouissent du statut de fonctionnaires de l'Etat, avec les rigidités qui en découlent. Les Etats-Unis et le Japon, par exemple, ne connaissent pas ce problème. Il faudrait donc envisager des solutions plus souples qui permettent un passage plus facile de l'industrie à l'université et vice versa. Il n'est pas sans signification que le dernier Prix Nobel suisse est un chercheur qui travaille dans une entreprise privée et non pas dans une haute école. M. Bonny a abordé la question de l'organisation. L'insuffisance du nombre d'assistants qui empêche l'individualisation de l'enseignement est un problème réel. Un professeur peut, sans difficulté, enseigner à 100 ou à 300 étudiants, dans une salle, mais cela est différent si un assistant suit 30 ou 120 étudiants. Enfin, M. Ruffy a souligné le nouveau rôle du Conseil suisse de la science. M. Cotti nous a annoncé un réexamen de la composition de cette commission, en ce qui concerne le nombre et le caractère structurel, et il va certainement le confirmer ici. M. Cotti, conseiller fédéral: Dans la marée de propositions en matière de science et de recherche, qui, cette année, par un concours de circonstances, vous submerge, je constate avec un certain plaisir que les crédits qui vous sont soumis ne sont pas contestés. Sauf en ce qui concerne la demande d'augmentation de Mme Segmüller, à propos de laquelle je m'exprimerai lors de la discussion de détail. C'est donc avec plaisir que je constate qu'il n'y a pas d'oppositions quant aux requêtes du Conseil fédéral. J'aimerais vous indiquer des chiffres afin de vous permettre de vous rendre compte de la situation en Suisse par rapport à celle existant dans d'autres pays en matière de présence d'étudiants dans les écoles polytechniques ou les universités. Nous avons, dans notre pays, 1664 étudiants pour

E. 10

000 habitants de la même classe d'âge. Au Japon, il y en a 2006, en République fédérale d'Allemagne, 2456 et aux Etats-Unis 5200. Il va de soi que ces chiffres ne peuvent pas toujours être comparés, ils dépendent aussi du caractère des écoles. Mais on peut considérer que notre pays, en la matière, ne se trouve pas et de loin parmi les pays qui ont le plus fort pourcentage de population aux hautes écoles par rapport à la population globale. Cette observation nous donne la mesure de l'importance du soutien aux universités et aux hautes écoles et, partant, du message qui vous est soumis. M. Bonny a signalé une série de problèmes très concrets qui se posent aujourd'hui dans le secteur universitaire. Ces problèmes nous préoccupent et préoccupent également les responsables universitaires cantonaux, comme je puis en témoigner à la suite de différents contacts que j'ai eus avec eux. Vous avez parlé de la répartition des étudiants parmi les secteurs d'étude. Il est certain que nous avons, d'un côté, une inflation et, de l'autre, un manque indiscutable. Il s'agit - vous avez noté l'informatique - de secteurs dont dépend l'avenir économique de la nation. Des efforts d'information devront donc être fournis. Il est certain que l'on ne pourra pas intervenir manu militari. Nous avons parfois des invitations de ce genre, mais nous ne voulons pas, dans le cadre d'une politique universitaire qui doit rester libérale, intervenir de façon autoritaire. On remarque d'ailleurs très souvent que les déséquilibres, qui ne sont pas nouveaux, s'effacent et font place plus tard à une certaine harmonie. C'est une recherche de l'équilibre continue. Le problème de la relève universitaire, soulevé par MM. Bonny et Ruffy, est très important. Nous devons, ces prochaines années, non seulement procéder au remplacement d'une génération entière de professeurs, mais attribuer toute une série de nouveaux professeurs aptes à faire face aux questions soulevées par M. Bonny qui souligne, à juste titre, que le rapport numérique entre élèves et professeurs présente de plus en plus de difficultés objectives. Il existe donc des problèmes d'organisation et de structure qui touchent de manière directe notre monde universitaire. Tant Mme Segmüller que MM. Cavadini et Ruffy ont demandé d'accélérer la préparation de la nouvelle loi sur l'aide aux universités. Vous n'ignorez pas que cette loi a donné lieu, dans cette enceinte en particulier, à une série interminable d'évaluations et même de critiques largement justifiées. Nous constatons que, aujourd'hui encore, l'application de cette loi est difficile. Même du point de vue de la procédure, elle contient des complexités absolument intolérables. Je peux donc rassurer Mme Segmüller, en ce sens que les nouvelles procédures seront simplifiées autant que possible. Quant à la procédure, elle devra permettre de traiter les requêtes des cantons universitaires de la manière la plus rapide et la moins bureaucratique possible. Je ne vous cache pas que nous avons encore sur nos bureaux des requêtes qui remontent à 1982, 1983 et on a toutes les peines du monde, dans une application aussi étendue, à trouver des voies qui garantissent une égalité de traitement à l'échelon cantonal. Une simplification est donc absolument nécessaire et ce sera là un des objectifs premiers de la nouvelle révision. Je ne vous cache pas non plus que nous avons trouvé sur nos bureaux des projets de lois qui traînaient depuis quelques années et qui n'avaient pas soulevé - c'est le moindre que l'on puisse dire - l'enthousiasme des cantons. Là aussi, j'ai constaté que, pendant des années, on a travaillé, Monsieur Cavadini, dans cette direction, sans une volonté précise de collaboration entre la Confédération et les Cantons. Pour préciser ma pensée, je dirais qu'une volonté était là, mais que le discours très concret sur lequel on peut fonder et mettre à l'épreuve cette volonté de collaboration n'avait pas été fait. J'ai eu l'impression au mois de mai de me trouver, après des années de travail, face à une situation que l'on devait reprendre à zéro. C'est la raison pour laquelle (la chose a d'ailleurs été annoncée) Mme Kopp - qui préside à la vaste opération de la répartition des tâches entre Confédération et cantons,

dans le cadre de laquelle doit être promue la révision de la loi - et moi-même, avons rencontré à fin juin les représentants des cantons. Nous avons le sentiment d'avoir réussi à établir une volonté de collaboration qui dépasse les manifestations d'intention et qui devra trouver son application concrète dans la nouvelle loi. Il y a indiscutablement des conflits d'objectifs, des «Zielkonflikte», comme disent nos compatriotes alémaniques, qui existent à ce niveau, car d'un côté il y a des compétences cantonales prioritaires, essentielles, que personne ne souhaite ébranler en matière scolaire et surtout universitaire. Mais, d'un autre côté, il y a une exigence que même les cantons reconnaissent, et qui consiste, à l'échelon de notre politique universitaire, à établir une coordination minimale, autrement dit à mettre à disposition de cette politique les moyens nécessaires les plus efficaces possibles. Là, il se peut que des conflits se manifestent, que nous essayerons de régler dans un esprit d'entente. Je suis convaincu que,

7. Oktober 1987 N 1365 Hochschulförderung. Kredite 1988-1989 même à l'échelon universitaire, il n'y aura pas de politique cohérente et efficace sans une volonté de collaboration très étroite entre la Confédération et les Cantons. Cette dernière d'ailleurs essaie de se soumettre à cette coordination aussi pour ce qui a trait à ses écoles polytechniques. En terminant, je dirai à M. Ruffy que je suis tout-à-fait conscient que ses considérations, quant à la complexité et la lourdeur de certaines structures dans le secteur de la formation et de la recherche, correspondent à une réalité. Il va de soi que certaines structures sont complexes du fait du système fédéraliste, décentralisé à l'échelon de la politique universitaire nationale. Mais il y a d'autres secteurs où il serait bon de simplifier. Vous faites allusion au Conseil de la science, je pense que là des efforts devront être accomplis. Je désire parfaire encore quelque peu mon expérience à ce sujet; d'un autre côté, la hâte de présenter ces révisions de lois au Parlement le plus tôt possible est justifiée. Mais si l'on devait présenter les lois avant que les idées au sujet de la simplification des structures soient tout à fait claires, ces modifications de structures se feront tout de suite après. Il ne faut pas se laisser abattre par un concours de circonstances temporelles qui ne sont pas particulièrement favorables. Après ces quelques considérations, je prie le Conseil national d'accepter les crédits comme le Conseil fédéral les propose. Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière
Detailberatung - Discussion par articles Titel und Ingress, Art. 1 Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Titel et préambule, art. 1 Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Angenommen - Adopté Art. 2 Antrag der Kommission Mehrheit Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Minderheit (Segmüller, Cavadini, Euler, Grassi, Longet, Ruffy, Seiler) Abs. 1 beträgt 603,4 Millionen Franken. Abs. 2 1988 auf 292,8 Millionen Franken und für 1989 auf 310,6 Millionen Franken. Art. 2 Proposition de la commission Majorité Adhérer à la décision du Conseil des Etats Minorité (Segmüller, Cavadini, Euler, Grassi, Longet, Ruffy, Seiler) Al. 1 s'élève à 603,4 Millions de francs. Al. 2 se montent à 292,8 millions de francs pour 1988 et à 310,6 millions de francs pour 1989. Landoli, Berichterstatter: Frau Segmüller beantragt, den Wünschen der schweizerischen Hochschuldirektoren zu folgen und für das Jahr 1988 292,8 Millionen und für 1989 310,6 Millionen an Grundbeiträgen auszurichten. Die Schweizerische Hochschulkonferenz geht bei ihren Berechnungen vom Grundbeitrag 1987 von 276 Millionen Franken aus. Sie addiert dazu eine Teuerungsrate von 3 Prozent und zusätzlich eine Realerhöhung von 3 Prozent. Der Bundesrat hat seine Berechnung abgestützt auf den voraussichtlichen Betriebsaufwand der Hochschulen für 1988 bzw. 1989. Er offeriert eine Bundeshilfe von 19,34 Prozent vom voraussichtlichen Betriebsaufwand

von 1 495 000 000 Franken bzw. von 1 568 000 000 Franken für 1989 und zusätzlich einen Teuerungssatz von 2 Prozent für 1988 und 2,5 Prozent für 1989. Die Hochschulkonferenz errechnet so einen um 11,4 Millionen Franken höheren Beitrag für die beiden Jahre. Die Mehrheit unserer Kommission unterstützt den Antrag des Bundesrates in der Meinung, dass der kluge Hausvater zu der Zeit sparen soll, in der das überhaupt möglich ist. Wir meinen, dass der derzeitige Stand der Bundesfinanzen allein nicht Grund sein dürfe, über den Antrag des Bundesrates hinauszugehen. Hingewiesen werden muss darauf, dass auch bei den Finanzen der Hochschulkantone - mit Ausnahme des Kantons Bern - ganz allgemein die geringe Kürzung verkraftet werden kann. Schliesslich ist darauf aufmerksam zu machen, dass selbst finanzkräftige Nichthochschulkantone zu wenig an die Hochschulkantone beitragen, und es ist zu bedenken, dass ab 1990 ein neues Hochschulförderungsgesetz in Kraft sein wird. Schliesslich darf nicht unerwähnt bleiben, dass der Bund die beiden Technischen Hochschulen in Lausanne und Zürich vollumfänglich allein finanziert. Logischerweise muss jeder Franken, der zusätzlich an die kantonalen Hochschulen geht, via Bundessteuern für die beiden ETH wieder eingezogen werden. Zum Schluss kann ich Ihnen namens der Finanzdelegation der Räte bzw. im Auftrag von Präsident Eggenberg mitteilen, dass sich die Finanzdelegation mit der Differenz zwischen EDI und Hochschulkonferenz eingehend befasst hat. Sie ist in direktem Kontakt und in Verhandlungen zwischen dem Finanzminister und dem EDI zum Schluss gekommen, dass dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen sei. Aus diesem Grund empfiehlt die Mehrheit der Kommission, dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen. M. Giudici, rapporteur: Je serai très bref puisque Mme Segmüller va soutenir les arguments de la minorité. Le montant supplémentaire qui est en discussion est de 11,4 millions. Le Conseil fédéral et la majorité de la commission considèrent que l'abattement par rapport au montant demandé par la Conférence universitaire est supportable et n'engendre aucune conséquence fâcheuse dans la gestion des universités. Vous devez donc trancher une question d'opportunité financière et de politique universitaire. Votre commission, par 13 voix contre 7, s'est prononcée pour le montant demandé par le Conseil fédéral dans son message. J'ajouterai que M. Eggenberg, président de la Délégation des finances, nous a priés de vous communiquer que cette Délégation des finances s'est occupée de la différence entre le montant proposé par la Conférence universitaire et celui proposé par le Conseil fédéral. Elle s'est renseignée auprès des chefs du Département des finances et du Département de l'intérieur, et, après examen approfondi, elle vous invite à approuver la proposition du Conseil fédéral. Frau Segmüller, Sprecherin der Minderheit: Ich beantrage Ihnen, die Beiträge für die Hochschulen für die nächsten zwei Jahre in der Höhe zu gewähren, wie die Hochschulkonferenz und der Wissenschaftsrat dies gefordert haben. Das bedeutet eine Differenz von 11,4 Millionen zum Antrag des Bundesrates. Warum? Was ist die Bedeutung von Lehre und Forschung in unserem Land? Ich zitiere den Präsidenten des Vororts, Herrn Borgeaud: «Prioritäten in Lehre und Forschung: an erster Stelle Qualität der Ausbildung. Zweitens Schwerpunktbildung in Lehre und Forschung - ETH und Universitäten -, um vor allem den Nachwuchs sicherzustellen.» Ich zitiere einen weiteren nicht unbekanntenen Experten, Herrn Hayek. Laut ihm haben auch die kantonalen Hochschulen bedeutende nationale Aufgaben, denn die Hälfte der Akademiker, die für die Wirtschaft relevant sind - ich denke an Chemiker, Physiker, Informatiker, aber auch Juristen und Ökonomen -, kommen aus kantonalen Hochschulen, die andere Hälfte aus der ETHZ und der EPFL.

Aide aux universités. Crédits 1988-1989 1366 7 octobre 1987 Wo aber sind die Grenzen des Engagements des Bundes für die kantonalen Hochschulen? Sie sollten, so meine ich, dort

sein, wo die ausgewiesenen Begehren der Hochschulen sind-ausgewiesen durch Hochschulkonferenz und Wissenschaftsrat. Die Kürzung um 11,4 Millionen, wie der Bundesrat sie in seiner Botschaft vorschlägt, mutet in diesem Lichte wie eine Strafaktion an. Sie ist sachlich nicht begründet; man dürfte sogar von Willkür sprechen. Es ist kein spezielles Objekt des Anstosses im Visier, es ist einfach eine lineare Kürzung. Ich wage, einen Verdacht auszusprechen: Ist es nicht einfach eine Kürzung, um gegenüber den Kantonen zu beweisen, dass man im Departement kostenbewusst ist, dass man den Willen zum Sparen demonstrieren will, nicht zuletzt wegen der lauten Kritik der GPK in den letzten Jahren? Jedenfalls ist die Kürzung mit keinem Argument zu rechtfertigen, das sich auf die Lage der Bundesfinanzen bezieht, wie das in der Botschaft geschieht. Wann denn, wenn nicht heute, kann man die Begehren der Kantone anerkennen, rechtfertigen und ihnen eben auch entsprechen? Es ist auch kein Trost, wenn auf das neue, künftige Gesetz verwiesen wird, das bei realistischer Betrachtung erst in vier Jahren und nicht bereits in zwei Jahren vorliegen wird, wie das zwar wünschenswert wäre. Ich beantrage Ihnen also, den ursprünglichen Begehren der Hochschulkonferenz stattzugeben. Wir haben eine konstante reale Abnahme des Engagements des Bundes vor uns. Das bedeutet: 1983 betrug der Bundesanteil noch gerade 85 Prozent desjenigen von 1977. Die Aufwendungen des Bundes im Hochschulbereich sind von 1974 bis 1983 um 16 Prozent gesunken, und dies trotz der Tatsache, dass die Studentenzahlen im gleichen Zeitraum um 40 Prozent zugenommen haben. Dem steht wiederum ein realer Anstieg der Bundesausgaben um insgesamt 10,7 Prozent gegenüber. Die Beiträge des Bundes an die kantonalen Hochschulen verhalten sich also umgekehrt proportional zu den Bedürfnissen. In die Lücke springen die Kantone. Diese hatten in dieser Zeit eine reale Kostenzunahme im Hochschulbereich um 43 Prozent zu verkraften, gemildert durch die Beiträge aufgrund der interkantonalen Vereinbarung. Als Beispiel die Hochschule des Kantons St. Gallen: Die Kürzung mutet in der Tat wie eine Strafe für den haushälterischen Umgang mit Betriebsmitteln und für innovativen Geist an. Die Hochschule St. Gallen ist eine relativ junge Hochschule. Sie ist im Aufbau, hat eine überdurchschnittliche Zunahme der Studentenzahlen, sie ist flexibel, sie führt neue Fächer ein, sie hat überdisziplinäre Bereiche, sie hat einen Lehrstuhl für Wirtschaftsethik geschaffen und ist im Begriff, eine sehr dringend benötigte Weiterbildungsstufe einzuführen. Heute, wie gesagt, bewegen sich die Bundesausgaben im Hochschulbereich für die Kantone um 16 Prozent. Das Ziel - das sagt der Bundesrat in der Botschaft selber - sollte ungefähr bei 20 Prozent liegen. Die Hochschulkantone fordern 25 Prozent. Der angebotene Teuerungsausgleich, zusammen mit der kleinen realen Erhöhung, genügt nicht, um die Anpassung an das reale Wachstum der Ausgaben wettzumachen. Die Forderung der Hochschulkantone - Botschaft Seite 27 - entspricht meinem Antrag: 3 Prozent Teuerung und 3 Prozent Realerhöhung. Das Resultat wäre dann eine Bundesbeteiligung von etwa 16,5 Prozent. Nur so kann der Stand der Bundesbeteiligung der vergangenen fünften Beitragsperiode erhalten werden. Mit dem, was der Bundesrat uns für die kommenden zwei Jahre beantragt, haben wir einen realen Rückgang des Anteils des Bundes wegen der Teuerung und wegen der real höheren Ausgaben der Kantone, denn dieses reale Ausgabenwachstum beträgt 2 Prozent pro Jahr. Der verlangte Zuwachs von 3 Prozent jährlich plus 3 Prozent Teuerungszulage ist daher unbedingt notwendig, wenn das Engagement des Bundes für die kantonalen Hochschulen glaubwürdig bleiben soll. Der Anteil der Grundbeiträge des Bundes an die gesamten Betriebsausgaben der kantonalen Hochschulen würde trotz dieser realen Erhöhung nur wenig erhöht, denn die Betriebsausgaben der kantonalen Hochschulen werden in der

nächsten Planungs- periode im Mittel weiterhin, wie bereits bis jetzt, um real 2 Prozent pro Jahr zunehmen. Und nun noch ein Wort zur Angabe in der Botschaft auf Seite 29, die Bundeshilfe betrage mit der jetzt vorgeschlagenen Lösung 19,34 Prozent. Diese Angabe kommt einer Irreführung der Öffentlichkeit gleich. Diese präzise Quote lässt gesicherte Angaben vermuten. Das Gegenteil ist aber der Fall. In der Fussnote wird verschämt ausgeführt, die Kosten der Universitätskliniken seien nur zum Teil berücksichtigt und unterschiedlich gewichtet worden. Das ist in der Tat so. So sind die Klinikkosten von Basel im voraussichtlichen Betriebsaufwand überhaupt nicht enthalten, jene von Genf und von Waadt liegen eindeutig zu tief, und nur die Angaben von Zürich entsprechen dem mutmasslichen Anteil von Lehre und Forschung. So kommt es geradezu einer Manipulation gleich, wenn nun der Anschein erweckt wird, die Beitragsquote erhöhe sich von früher 14 bis 16 Prozent plötzlich auf fast 20 Prozent. In Tat und Wahrheit ist es nach wie vor realistisch, von rund 15 bis 16 Prozent Bundesanteil auszugehen. Der Anteil der Grundbeiträge des Bundes an die Betriebsaufwendungen der kantonalen Hochschulen ist seit 1969 tendenziell rückläufig und hat sich seit 1981 auf einer Höhe eingependelt, die ungenügend erscheint. Es ist bedauerlich, wenn gewisse buchhalterische Kniffe nun das Engagement des Bundes bei der Hochschulförderung höher erscheinen lassen, als es in Realität ist. Dazu kommt ein weiteres: der Verpflichtungskredit für Sachinvestitionsbeiträge 1988/89 im Betrag von 155 Millionen Franken ist gegenüber der Zeitspanne 1984 -1987, wo 320 Millionen für vier Jahre eingesetzt waren, sogar nominal rückläufig. Ich fasse zusammen. Der Antrag der Schweizerischen Hochschulkonferenz basiert auf einem Realzuwachs von drei Prozent und drei Prozent Teuerung. Bei einer Teuerungsrate von nur 2,5 Prozent, entsprechend der Annahme des Bundesrates, würde sich damit der Realzuwachs auf 3,5 Prozent erhöhen. Dem Schweizerischen Nationalfonds haben wir einen Realzuwachs von 3,4 Prozent bewilligt. Eine Gleichstellung ist aus drei Gründen notwendig: 1. Gute Ausbildung ist und bleibt die Basis der Forschung. Vergessen wir nicht: 75 Prozent der Forschung geschieht in der Industrie, auch Grundlagenforschung. Beweis: mehrere Nobelpreise an Forscher aus der Schweizer Industrie. 2. Gute Grundlagenforschung braucht eine gute Infrastruktur an den Hochschulen (Personal und Apparate) und eine Verbesserung des Studenten-Dozenten-Quotienten, also der Betreuungsverhältnisse. 3. 1984 wurde die Forschungsförderung von der zehnprozentigen Kürzung ausgenommen. Es gilt zu vermeiden, dass die Infrastruktur an den Hochschulen gegenüber den Forschungsmitteln in Rückstand gerät, dass sich hier also eine Schere auftut. Die vom Nationalrat bewilligten Beiträge an Nationalfonds, Akademien usw. übersteigen den Finanzplan des Bundesrates um etwa 57 Millionen Franken. Bei der Hochschulförderung wird der Finanzplan, ausgerechnet auf vier Jahre, eingehalten. Die Grundbeiträge werden zwar um 41 Millionen erhöht, dem steht aber eine Verminderung von 40 Millionen bei den Sachinvestitionskrediten gegenüber. 1984 bis 1987 betrug der Kredit für Sachinvestitionen 320 Millionen Franken. Die von der Schweizerischen Hochschulkonferenz verabschiedeten verfügbaren Gesuche erreichen aber den Betrag von 376 Millionen Franken. Es geht beim Antrag der Minderheit um 11,4 Millionen Franken. Aber eigentlich geht es um mehr: Es geht um die grundsätzliche Anerkennung der Anstrengungen der Kantone im Hochschulbereich, um die Glaubwürdigkeit ihrer Planungsgrundlagen durch Anerkennung ihrer ausgewiesenen Begehren. Ich komme auf mein anfängliches Zitat zurück: Die Wirtschaft - immerhin in der Person des Präsidenten des Vorortes - setzt die erste Priorität bei der Qualität der Ausbildung. Ein unverdächtiger Zeuge, Herr Hayek,

7. Oktober 1987 N 1367 Hochschulförderung. Kredite 1988-1989 sagt, dass die Hälfte der Akademiker, die gerade auch in der Wirtschaft gebraucht werden, von den kantonalen Hochschulen stammen. Ich bitte Sie also, durch Zustimmung zum Antrag der Minderheit den berechtigten Begehren der Hochschulkantone Rechnung zu tragen. Bonny: Ich habe mich in meiner ersten Intervention im Namen der Fraktion bewusst nicht zur Frage der finanziellen Tragweite des Minderheitsantrages geäußert. Ich muss gestehen, Frau Segmüller - bei aller Sympathie für Sie -, dass Sie in Ihren Ausführungen doch recht weit gegangen sind. Ich finde es etwas stark, wenn man in diesem Zusammenhang an die Adresse des Bundesrates von Manipulation oder von Irreführung spricht. Ich glaube, dass wir diese Frage völlig emotionslos betrachten müssen. Ich bin - und zwar spreche ich hier im Namen der einstimmigen FDP-Fraktion - der Meinung, dass der Bundesrat sich in finanzieller Hinsicht nicht knauserig gezeigt hat. Er geht mit seinem Antrag über die Planzahlen hinaus - und zwar um 6,8 Millionen -, die die Teuerung bereits berücksichtigt hätten. Damit ist zugleich angedeutet, dass es nicht nur eine nominelle Erhöhung um etwa 5 Prozent ist, sondern dass realiter auch noch eine Erhöhung um 2,5 Prozent berücksichtigt wurde. Der Bundesrat weist ja in seiner Botschaft auf Seite 32 zu Recht darauf hin, dass man eben bei dieser Vorlage - und zwar zugunsten der Hochschulen - vom Grundsatz der realen Stabilisierung des Bundesengagements in der Betriebshilfe abgewichen ist. Man könnte sich fragen, ob es einen Sinn hat, um 10 oder

E. 11

millions par rapport à une subvention totale de 600 millions, soit le 2 pour cent. On ne peut donc pas partager les progressistes, les amis de l'université et les conservateurs sur la base d'un montant de cette nature. Tous les calculs ont été établis selon une inflation de 2,5 à 3 pour cent. Durant les douze derniers mois, l'inflation était de 1,3. Par conséquent, le montant demandé par Mme Segmüller serait déjà compensé par une inflation inférieure aux prévisions. En conclusion, je vous invite à suivre le Conseil fédéral, comme l'a recommandé la Commission des finances. Bundesrat Cotti: Man wäre fast versucht, das Gemüse von gestern mit den Hochschulen von heute zu vergleichen.

Code pénal (Opérations d'initiés) 1370 N 7 octobre 1987 Aber selbstverständlich kann man Gemüse nicht mit Hochschulen vergleichen. Ich werde also die gleiche Haltung einnehmen, die ich vor vierzehn Tagen bei der Frage der Pro Helvetia vertreten habe. Ich werde sehr kurz die Meinung des Bundesrates bekanntgeben: Alle grundsätzlichen Erwägungen, die hier vorgebracht worden sind, werden von uns absolut geteilt. Ich will nicht auf die Frage, die wir schon in der Eintretensdebatte erörtert haben, zurückkommen. Selbstverständlich ist also die Hochschulbildung von grösster Bedeutung. Selbstverständlich räumt der Bundesrat der Hochschulpolitik eine prioritäre Ordnung ein. All das, was hier im Hinblick auf den Vorschlag, der auf dem Tisch liegt, gesagt wurde, ist bereits erörtert worden. Herrn Longet, der wieder über die Koordination gesprochen hat, möchte ich im Sinne dessen, was ich vorher gesagt habe, beipflichten, dass wir den Versuch unternehmen werden, mit den Kantonen eine gemeinsame Politik zu betreiben. Ich darf in Erinnerung rufen: Es geht bei einem Gesamttrag von etwa 600 Millionen Franken für zwei Jahre um 10 Millionen Franken, d. h. um etwas mehr als 5 Millionen Franken pro Jahr. Im Gespräch stehen acht Hochschulkantone. Bitte urteilen Sie selber: 5 Millionen Franken pro Jahr, verteilt auf acht Kantone, bei einer Gesamtsumme von 300 Millionen! Ich überlasse es Ihnen, darüber zu urteilen! Eines möchte ich aber zu den drei Berechnungsarten, die in diesem Fall vorhanden sind, sagen: Eigentlich sind drei Statistiken

wahrhaftig zuviel! Es ist immer, welche Statistik man auch nimmt, mit dem Trend zu rechnen. Es ist wahr, das müssen wir anerkennen, dass sich von 1977 an der Anteil des Bundes an den Aufwendungen der kantonalen Hochschulen reduziert hat. Aber es ist auch wahr, dass diesmal zum ersten Mal der Trend umgekehrt wird. Wenn man von der Voraussetzung einer 2,5prozentigen Inflation ausgeht, macht die Steigerung der Bundesbeteiligung real etwas mehr als 2 Prozent aus. Das ist nicht viel, aber doch eine Trendwende. Das möchte ich Ihnen doch zu bedenken geben. Alles andere werden wir nicht in vier, sondern in zwei Jahren diskutieren, wenn es uns gelungen ist, eine anständige Revision des Hochschulförderungsgesetzes vorzuschlagen. Ich habe heute morgen - ich sage Ihnen das als Föderalist - in einer Zeitung gelesen, dass die Transfers des Bundes an die Kantone letztes Jahr etwas mehr als sechs Milliarden Franken ausgemacht haben. Als Transfer des Bundes an die Hochschulkantone werden Ihnen 600 Millionen Franken für zwei Jahre vorgeschlagen. Davon stehen hierzehn Millionen zur Diskussion. Ziehen Sie bitte selber die Schlussfolgerungen. Abstimmung - Vote Für den Antrag der Mehrheit 89 Stimmen Für den Antrag der Minderheit 45 Stimmen Art. 3 und 4 Antrag der Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates Art. 3 et 4 Proposition de la commission Adhérer à la décision du Conseil des Etats Angenommen - Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Beschlussentwurfes 133 Stimmen (Einstimmigkeit) Abschreibung - Classement Le président: Le Conseil fédéral propose de classer selon page 1 du message l'interventions suivante: 84.524 Lüchinger et 83.526 Herczog. Zustimmung - Adhésion An den Ständerat - Au Conseil des Etats #ST# 85.020 Strafgesetzbuch (Insidergeschäfte) Code pénal (Opérations d'initiés) Botschaft und Gesetzentwurf vom 1. Mai 1985 (BBI II, 69) Message et projet de loi du 1er mai 1985 (FF II, 70) Beschluss des Ständerates vom 7. Oktober 1986 Décision du Conseil des Etats du 7 octobre 1986 Antrag der Kommission Eintreten Ordnungsantrag Oehen Verschiebung der Behandlung des Geschäftes auf die Wintersession 1987 Proposition de la commission Entrer en matière Motion d'ordre Oehen Renvoyer la discussion à la session d'hiver 1987 Oehen: Vorgestern beantwortete Frau Bundesrätin Kopp eine Frage betreffend ein kürzlich ergangenes Urteil des amerikanischen Obersten Gerichts. Wie uns Kollege Stucky dazu informierte, ist es demnach den «... niederen Gerichten freigestellt, dem inneramerikanischen Recht den Vorrang vor internationalen, auch von den USA unterzeichneten Verträgen zu geben.» Es handelt sich hier um die schon im Falle Marc Rieh zur Anwendung gelangte Missachtung fremder Hoheitsrechte durch amerikanische Richter und Behörden. Nur ist diese Missachtung jetzt höchststrichterlich abgesegnet. Wir sind aufgefordert zu überlegen, wie dieser unerträglichen Rechtsanmassung wirksam und unter Wahrung unserer Souveränität, unserer Würde und unserer Interessen zu begegnen ist und was in dieser Situation zu unterlassen wäre. Gestern wusste die «NZZ» auf Seite 33 von einem neu entdeckten Gebiet amerikanischer gesetzgeberischer und administrativer Uebergriffe in fremde Hoheitsgebiete zu berichten. Es ging dabei um die schleichende Bargeldkriminalisierung, welche unter dem Vorwand der Drogenbekämpfung vorangetrieben wird und welche sich hinter dem automatisch culpabilisierenden Begriff der Geldwäscherei offensichtlich gut verstecken lässt. Der «NZZ»-Redaktor beklagte sich dabei ausdrücklich, nämlich die amerikanischen Behörden - setzten sich einmal mehr über Schranken hinweg, welche der extraterritorialen Anwendung nationalen Rechts gemeinhin gesetzt sind. Heute nun, in wenigen Stunden, beginnt vor dem amerikanischen Obersten Gericht in Washington die Verhandlung über den Insiderfall des Wallstreet-Journal-Mitarbeiters R. Poster Winans. Nach übereinstimmender Meinung der Beobachter muss damit gerechnet

werden, dass auch diese Verurteilung eines Insiders als rechtswidrig aufgehoben wird, wie wir es schon von anderen Fällen kennen. Damit würde die amerikanische Basis für die vernunftwidrige der-zeitige Insiderhysteriepraxis wesentlich wegfallen. Niemand wird nun behaupten, der Finanzplatz Schweiz komme ohne die weltfremde Kriminalisierung gelegentlicher Freiheits-missbräuche aus. Nachdem das Pendel in den USA bereits wieder in die Gegenrichtung schwingt, riskieren wir, päpstlicher als der Papst zu sein. Eine Aufschiebung dieses Geschäftes, zumin-

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Hochschulförderung. Kredite 1988-1989 Aide aux universités. Crédits 1988-1989 In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1987 Année Anno Band III Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung

E. 12

Séance Seduta Geschäftsnummer 87.029 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 07.10.1987 - 08:00 Date Data Seite 1361-1370 Page Pagina Ref. No 20 015 743 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.